



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

07-03-2015

Dès le 22 mars

Agissons pour que ça change

Les profits des grands groupes du CAC40 ont bondi de 37% en 2014 et ont atteint 64,4 milliards d'euros, annonce le journal financier « les Echos ». Conclusion de la Commission Européenne et du gouvernement Hollande : La France doit trouver 4 milliards d'économies supplémentaires en 3 mois venant s'ajouter aux 21 milliards programmés cette année, aux 15 milliards prévus en 2016 et aux 18 milliards en 2017.

64,4 milliards de profits pour le capital, 58 milliards d'« économies » sur le dos du peuple !

Le 22 mars, sera l'occasion de leur dire : CA SUFFIT.

La commission européenne vient d'accorder un « nouveau délai » de deux ans au gouvernement français pour parvenir à l'objectif de 3 % du PIB (Produit Intérieur Brut) des dépenses publiques. Rappelons que cet objectif a été fixé par les états capitalistes européens (dont la France) par les accords de Maastricht, accords qui n'ont qu'un seul but : assurer le renforcement du capitalisme dans cette partie de l'Europe.

Consacrées aux services rendus à la population (Sécurité Sociale, santé, éducation, administration, collectivités territoriales, etc.) les dépenses publiques sont financées par le budget de l'État. « La France doit accélérer les réformes de structure », tel est le mot d'ordre diffusé en boucle par la propagande capitaliste. En clair il s'agit d'attaquer l'organisation des services publics (ce qu'il en reste), qui constituent un maillon social essentiel, en dénigrant leur coût « exorbitant » pour justifier la baisse des crédits et la privatisation des services qui leur sont consacrés.

Depuis toujours le capital veut s'emparer des missions vouées aux services publics qui lui échappent encore. Tous les gouvernements passés ou présents ont tour à tour porté des coups à l'utilité sociale de ces services. Tout d'abord en accusant leurs salariés d'être des « privilégiés » bénéficiant d'un statut de fonctionnaire leur « garantissant un emploi à vie », de « salaires mirobolants », d'un temps de travail inférieur aux salariés du privé etc.

Cette entreprise de propagande s'est accompagnée de suppressions massives d'emplois dans toutes les fonctions publiques (santé, éducation, collectivités, administration), ainsi que dans les entreprises publiques où la précarité du travail a explosé et où les privatisations se poursuivent.

France Telecom (aujourd'hui Orange), La Poste, la SNCF, EDF-GDF ont été privatisées ou sont soumises à des privatisations larvées. Les entreprises « à risque » comme Thalès, EADS (aéronautique – armement) sont aujourd'hui vouées à la loi du profit, ce qui explique en partie la forte augmentation des ventes d'armes à l'étranger quel que soit le pays, les affaires sont les affaires seul le profit compte.

Ceci est la partie la plus visible de la politique du capital, il faudrait beaucoup de pages pour expliquer comment les multinationales agissent avec les gouvernements à leur solde pour imposer leurs exigences. (Lire la brochure abattre le capitalisme construire le socialisme).

Il ne se passe pas un jour sans que le Medef ou une de ses composantes à l'unisson avec Bruxelles et le FMI n'exigent d'aller plus vite et plus loin dans les "réformes de structure"

Les derniers en date sont Gattaz, dirigeant du Medef et le patron de la multinationale Axa (92 milliards de chiffres d'affaires, 65,2 milliards de fonds propres), « **le plan de 50 milliards d'économies ne sera pas suffisant** » **déclarent-ils en cœur (journal Les Echos 27-2).**

« Nous atteindrons les objectifs fixés par la commission européenne » a répondu Hollande. Un plan de réformes sera établi avant avril. Ce plan consiste à trouver 4 milliards d'économies supplémentaires en trois mois.

Selon le journal Les Echos du 2 mars dernier, ces nouvelles « économies » seraient réalisées dans la santé et les hôpitaux ce qui représenterait l'équivalent de 22 000 postes supprimés par an pendant trois ans soit 66 000 postes, plus une nouvelle diminution des dépenses de santé (moins 520 millions sont déjà programmés pour 2015), par le développement de la chirurgie ambulatoire (hors hôpital), et la poursuite des privatisations (Thales, aéroports, barrages hydro-électriques)

Il faut agir très vite et très fort.

Au moment où les profits explosent, où les actionnaires s'accaparent 56 milliards de dividendes, où les cadeaux sociaux et fiscaux sont distribués aux entreprises sans aucun effet sur l'emploi, ce sont les services publics, les entreprises publiques qui sont gravement attaqués.

L'argent issu des richesses produites par le travail doit revenir intégralement aux travailleurs pour satisfaire les besoins sociaux. L'argent existe pour construire des services publics de qualité répondant aux besoins, il en restera encore beaucoup pour augmenter les salaires, les pensions, reconstruire une industrie débarrassée des actionnaires, de l'exploitation capitaliste, une industrie maîtrisée par le peuple.

Cela ne se fera pas tout seul, il faut engager la lutte sans attendre pour donner un coup d'arrêt aux objectifs des multinationales et poursuivre cette lutte sans cesse pour chasser les tenants du capital et leurs alliés.

C'est ce que propose Communistes, c'est ce que nos candidats aux élections départementales porteront comme perspective, ce seront les seuls.

Le 22 Mars voter pour Communistes, c'est la seule façon de voter pour que ça change.